

Profession Recycleur ouvre chaque année ses colonnes à une cinquantaine de professionnels du recyclage et de la récupération, qui sont autant de contributions partagées avec ses lecteurs. Si vous aussi souhaitez vous exprimer, contactez Christine Lairy à l'adresse christine.lairy@metaltribune.com ou au 02 99 85 47 62.

Arnaud Brunet, directeur général du BIR Liberté et qualité !



Arnaud Brunet a enchaîné les rencontres à Bruxelles pour la convention du BIR, à Dubaï avec les professionnels du Moyen-Orient et un rapide passage à Londres. Le directeur général se montre tout à la fois optimiste et prêt à engager le fer sur le sujet très controversé des exportations mondiales de matières recyclées.

Comment la dernière rencontre du BIR fin octobre s'est-elle déroulée ?

C'était un pari avec des incertitudes sur les risques sanitaires, les possibilités de déplacement, mais finalement, nous avons joué à guichet fermé et refusé des inscriptions de dernier moment pour respecter la jauge. Nous avons réuni quelque 575 délégués provenant de 45 pays. Ce que nous pensions être essentiellement un événement européen s'est transformé en mini-convention mondiale.

Nous savions que les gens avaient envie de se retrouver, discuter et faire du *business*. Pour le contenu proprement dit, nous avons eu une session du challenge en live sur scène avec Michael Lion (comité du commerce international), Murat Bayram (convention) et en duplex Mark Sellier (communications) et des invités commentant l'actualité du recyclage. Jusqu'à fin novembre, les webinaires reprennent les sessions des différentes 'commodités'.

Quelle est l'ambiance générale ?

L'année 2021 en particulier pour l'ensemble des métaux a été bonne. Les professionnels sont plutôt contents. Cela augure d'une bonne dynamique pour 2022, toujours avec une interrogation sur la pandémie et les tensions sur le transport maritime et la logistique, soit en termes de main d'œuvre disponible dans les différents pays, soit en termes de capacités, conteneurs et porte-conteneurs, disponibles. La reprise a été très dynamique en Asie et des blocages subsistent dans les ports avec des goulots d'étranglement. Enfin, l'explosion du coût de l'énergie vient s'ajouter à tout cela.

Que se passe-t-il pour les réglementations sur les échanges mondiaux de matières recyclées ?

Nous surveillons comme le lait sur le feu les aspects réglementaires en Asie et en Europe. Les matières que nous traitons ont de la valeur ! C'est une prise de conscience salutaire dont nous pouvons nous féliciter. Partant de là, certains considèrent que puisqu'elles ont une valeur il faut les conserver. C'est un tropisme très européen qui commence à se faire jour ailleurs.

Une première version de la révision de la réglementation sur les exportations de déchets vient de paraître. Nous devons l'analyser finement. Cela confirme que les exportations de matières recyclées vont être beaucoup plus difficiles. Il faudra s'assurer que les pays destinataires utilisent et travaillent ces matières dans des conditions équivalentes à celles que nous pouvons exiger dans nos pays.

Nos clients, en particulier les sidérurgistes, font pression pour que les ferrailles ne soient pas exportées. Ce n'est pas simplement pour le bien-être de l'humanité. Les objectifs de décarbonation sont très élevés et l'un des moyens pour les atteindre est d'utiliser des *scraps* métal. Ils ont donc tout intérêt à faire pression sur ce marché pour décarboner à bon prix ! Qui paiera les pots cassés ? Les recycleurs dans un premier temps, et la société dans un second temps puisque cela va déstabiliser le marché et générer des excédents dont on ne

saura que faire. Nous ne sommes pas d'accord et allons donc engager le fer avec les institutions européennes. Nous allons venir en soutien d'EuRIC (European Recycling Industries) sur le sujet.

D'autres pays sont-ils sur la même tendance ?

Nous le présentons en Amérique du Nord mais cela reste à vérifier, le marché y est beaucoup plus 'déréglementé'. Il y a une tentation en Russie pour conserver ces matières au sein de la CEI (Communauté des Etats Indépendants). Les autres pays du monde sont plutôt des pays destinataires.

Le recyclage des métaux stratégiques est l'objet de plusieurs programmes de recherche actuellement en Europe.

Nous avons des richesses dans les DEEE avec des métaux nobles et rares. Les prix de marché reflètent un peu cette prise de conscience. L'idée n'est pas de contraindre, mais de laisser faire le marché tout en réglementant les risques de pollution et de trafic illicite, de transferts de produits dangereux. Il faut un marché global fluide. C'est une réalité économique que les matières doivent aller là où sont les besoins. Il faut trouver la juste mesure. Que l'on cherche à retenir la valeur par de meilleurs traitements, c'est encore un fonctionnement libre du marché. Le jeu de la qualité se fait partout aujourd'hui, tout le monde est demandeur de qualité, le marché va être régulé par la qualité, pas par des réglementations interdisant les exportations. Les pays exportateurs vont devoir investir dans les process et finalement ne vendre que les '*high quality grade*'.

Il a beaucoup été question de la COP 26. L'économie circulaire fait-elle son chemin dans le monde du recyclage ?

Oui dans les esprits certainement. Nous sommes dans la phase de prise de conscience. L'économie circulaire est l'une des conditions d'un futur soutenable et le recyclage a des vertus en matière de changement climatique. Les recycleurs en sont un maillon essentiel et on n'en parle jamais ! Nous avons du mal à émerger, écoutez-nous !

Propos recueillis par Martine Chartier